

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS D'ALÈS AGGLOMÉRATION

Rendu Exécutoire

Publication et ou Notification

Le ~~20 DEC. 2025~~

Le Directeur Général Adjoint

Service : Multi Accueil
Les Péquelets
Tél : 04 66 52 61 68
Réf : IDP/SG/2025.12.

Objet : Acte de nomination d'un régisseur et de mandataires suppléants pour la régie de recettes pour le Multi-Accueil Les Péquelets de la Communauté Alès Agglomération sur la commune de Thoiras – abroge et remplace l'arrêté n°2022/0123 du 7 septembre 2022

Le président d'Alès Agglomération,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles R1617-1 à R1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu le décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif à la création des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 et notamment son article 22 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n°2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics,

Vu l'arrêté interministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération C2017_03_16 du conseil de communauté du 12 janvier 2017 relative aux indemnités de responsabilité des régisseurs communautaires,

Vu l'arrêté n°2017/0191 du 23 février 2017 portant acte constitutif d'une régie de recettes pour le Multi-Accueil Les Péquelets de la Communauté Alès Agglomération sur la commune de Thoiras, modifié par l'arrêté n°2022/0066 du 26 avril 2022,

Vu l'arrêté n°2022/0123 du 7 septembre 2022 portant nomination d'un régisseur et de mandataires suppléants pour la régie de recettes pour le Multi-Accueil Les Péquelets de la Communauté Alès Agglomération sur la commune de Thoiras,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire du 10 décembre 2025,

Considérant la nécessité de nommer de nouveaux mandataires suppléants pour la régie de recettes du Multi-Accueil Les Péquelets de la Communauté Alès Agglomération sur la commune de Thoiras,

Considérant qu'il convient également de tenir compte de l'évolution de la réglementation en vigueur, notamment en matière de responsabilité des régisseurs,

Considérant qu'il découle de ce qui précède la nécessité d'abroger et de remplacer l'arrêté n°2022/0123 du 7 septembre 2022 afin de tenir compte de ces modifications,

ARRÊTE

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°2022/0123 du 7 septembre 2022 comme suit :

ARTICLE 1 :

Mme Emilia MARTIN-QUELLER est nommée régisseur de la régie de recettes créée pour le Multi-Accueil Les Péquelets de la Communauté Alès Agglomération sur la commune de Thoiras avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

ARTICLE 2 :

En cas d'absence pour maladie, congé ou autre empêchement exceptionnel, Mme Emilia MARTIN-QUELLER, régisseur sera remplacée par Mmes Isaline FONTAINE et Carole BELLONI en tant que mandataires suppléants.

ARTICLE 3 :

Mme Emilia MARTIN-QUELLER, régisseur, percevra une indemnité de maniement de fonds d'un montant annuel de 110 €.

ARTICLE 4 :

Mmes Isaline FONTAINE et Carole BELLONI, mandataires suppléants, percevront une indemnité de maniement de fonds d'un montant annuel de 110 € au prorata de la période durant laquelle elles assureront effectivement le fonctionnement de la régie.

ARTICLE 5 :

Le régisseur et les mandataires suppléants sont, conformément à la réglementation en vigueur, chargés de la garde et de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont éventuellement effectués.

ARTICLE 6 :

Le régisseur et les mandataires suppléants ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Code pénal.

ARTICLE 7 :

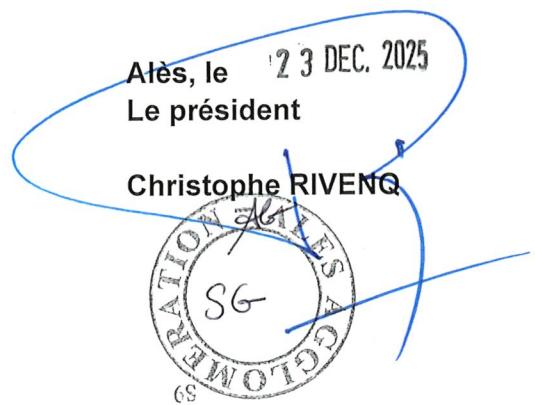
Le régisseur et les mandataires suppléants devront présenter leurs registres, leur comptabilité, leurs fonds et leurs formules de valeur inactives aux agents de contrôle qualifiés.

ARTICLE 8 :

Le régisseur et les mandataires suppléants sont tenus d'appliquer chacun en ce qui le concerne les dispositions de l'instruction interministérielle n°06-031 ABM du 21 avril 2026.

ARTICLE 9 :

Monsieur le directeur général de la Communauté Alès Agglomération et Monsieur le receveur communautaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le régisseur
(vu pour acceptation en manuscrit)

Mme Emilia MARTIN-QUELLER

Vu pour acceptation

Le mandataire suppléant
(vu pour acceptation en manuscrit)

Mme Isaline FONTAINE
Vu pour acceptation

Le mandataire suppléant
(vu pour acceptation en manuscrit)

Mme Carole BELLONI

Vu pour acceptation

Le présent arrêté à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déferée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr